



ALLOCUTION DE SON ALTESSE SERENISSIME LE PRINCE ALBERT II DE MONACO

Débat général de la 77^{ème} Session de l'Assemblée générale des Nations Unies

Mercredi 21 septembre 2022

Monsieur le Président de l'Assemblée Générale,
Monsieur le Secrétaire Général,
Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,
Excellences,
Mesdames et Messieurs,

Permettez-moi de vous dire combien il m'est agréable d'être ici, parmi vous, alors que plus de deux années se sont écoulées depuis le début de la pandémie de COVID-19.

Cette crise sanitaire sans précédent a révélé nos failles dans la coordination et la coopération multilatérales. Elle nous a contraints à prendre des mesures économiques et sociales extraordinaires tant pour protéger nos populations que pour mobiliser le système monétaire international.

Notre rythme effréné du quotidien nous fait oublier que, chaque année, dans l'hémisphère nord, le jour du dépassement, qui arrive de plus en plus tôt, nous alerte sur ce que nous imposons à la Planète dont nous épuisons inexorablement les ressources.

Alors oui, Monsieur le Président, le thème que vous avez choisi pour ce débat général rappelle bien que nous sommes à un tournant décisif qui impose des solutions transformatrices pour affronter les défis interdépendants qui nous menacent.

Monsieur le Président, permettez-moi de vous exprimer mes sincères félicitations pour votre élection en qualité de Président de la 77^{ème} session de l'Assemblée Générale et de remercier par la même occasion votre prédécesseur qui a démontré le leadership d'un petit Etat insulaire en développement.

Nous partageons votre conviction quant à la nécessité d'atteindre les objectifs de développement durable que nous avons collectivement définis en 2015 et ainsi préserver notre environnement et assurer la survie de l'humanité. Cette 77^{ème} Assemblée Générale marque une année décisive pour la mise en œuvre de l'Agenda 2030. Soyez assuré du plein soutien de la Principauté de Monaco dans la préparation des importantes échéances à venir. Je pense, plus particulièrement, à la Conférence sur l'eau, au Sommet sur les ODD, et au Sommet du futur en 2024.

Monsieur le Président,

Il y a cent ans exactement disparaissait le Prince Albert Ier, mon trisaïeul. Ce Souverain humaniste et visionnaire plaidait sans relâche en faveur du rôle fondamental de la science pour faire progresser nos sociétés, notamment dans le cadre de la prise de décisions politiques.

Un siècle plus tard nous commémorons son héritage, qui ne cesse d'inspirer mon action et la politique de mon Gouvernement.

Monaco assume toute sa part dans l'effort collectif pour la préservation de notre planète, alors même que le monde traverse une période charnière, qui bouleverse nos modes de vie et les relations internationales.

Monsieur le Président,

La mondialisation que nous vivons a accentué notre interdépendance mais également la relation qui lie l'homme à la nature.

Les écosystèmes sont aujourd'hui incapables de se régénérer en raison de nos modes de production qui reposent majoritairement sur l'utilisation de ressources naturelles et du rythme effréné de notre consommation.

Que l'année 2020 ait marqué la seule pause dans la dégradation des écosystèmes au niveau mondial en dit long sur ce que nous sommes collectivement capables d'accomplir, en bien ou en mal, de façon réfléchie ou dans l'urgence.

En effet, dans l'urgence, la recherche et l'innovation ont permis la production rapide de vaccins. Les questions de santé publique et la préparation à d'autres pandémies demeurent prioritaires, tout comme l'accès équitable aux moyens de prévention et aux soins.

J'attache une importance particulière à ce que mon pays se mobilise dans le cadre de sa politique de coopération internationale, aux côtés de ses partenaires, au premier rang desquels l'Organisation Mondiale de la Santé, afin de renforcer l'architecture sanitaire mondiale.

Nous examinerons donc avec attention tout nouveau mécanisme de gestion des crises qui pourrait faciliter une réponse coordonnée fondée sur des faits scientifiques avérés afin de ne pas répéter les difficultés rencontrées au début de la pandémie de COVID-19.

Monsieur le Président,

Voilà plus de trois décennies que le GIEC nous alerte sur les effets désastreux, souvent irréversibles, des changements climatiques. En juin dernier, lors des Conférences de Stockholm et de Lisbonne, nous avons à nouveau constaté le lien intrinsèque entre le bien-être de la civilisation humaine, et le respect de la planète, dont l'océan est l'une des composantes fondamentales.

La protection de nos mers et de nos océans s'inscrit dans une tradition familiale, une cause pour laquelle le Prince Albert Ier a dédié sa vie. Son engagement est pour moi un exemple. Un exemple qui continue à vivre dans les engagements de mon pays et que j'ai choisi moi-même de suivre depuis mon accession au trône en 2005.

Au-delà de nos discours, il est grand temps de passer à l'action. Il s'agit ni plus ni moins de saisir la dernière opportunité qui nous est offerte de construire un avenir pour l'humanité.

Alors que les événements climatiques extrêmes se multiplient, affectant sans discernement toutes les Nations mais pénalisant particulièrement les plus vulnérables, le renforcement des mesures d'adaptation doit être au cœur de nos priorités.

J'ai une pensée émue pour le peuple du Pakistan qui souffre des conséquences de terribles inondations.

Ces efforts urgents et indispensables doivent être menés de concert avec les politiques visant à réduire drastiquement les émissions de gaz à effet de serre et à inverser la courbe de la perte de la biodiversité d'ici 2030.

Chaque pays, en fonction des circonstances et des besoins qui lui sont propres, doit transformer en profondeur son économie afin de la décarboner et contenir la hausse des températures.

Monaco demeure résolument engagé pour la protection de l'environnement et le développement durable. A ce titre, la Principauté poursuit sa transition énergétique pour atteindre une réduction des émissions de gaz à effet de serre de 55% d'ici 2030 et la neutralité carbone en 2050.

A cet égard, le dernier rapport d'évaluation de l'IPBES est très clair : les outils et solutions pour bâtir un avenir durable et plus juste pour les générations futures, existent déjà.

Nous en sommes les acteurs.

Un devoir de solidarité s'impose afin que nous parvenions collectivement à réussir cette transition énergétique. Les échéances à venir en 2022, tant au sein de la Convention Climat que de celle sur la diversité biologique, doivent nous permettre de poser réellement les jalons d'une société durable.

Face à de tels enjeux, notre échec commun serait tout simplement inacceptable.

Monsieur le Président,

Le Prince Albert Ier était, à mes yeux, un exemple d'ouverture aux autres, un homme soucieux d'apprendre et d'écouter les esprits les plus avant-gardistes. En dotant la Principauté d'une Constitution, il en a fait un Etat de droit. Alors que la première guerre mondiale approchait, il n'a eu de cesse d'essayer de convaincre les futurs belligérants de trouver une solution pacifique à leurs différends.

Aujourd'hui, alors que de nombreux conflits continuent à semer terreur, misère et désarroi dans le monde sans que nous ne parvenions à y mettre fin, la guerre est revenue sur le continent européen.

L'agression militaire contre l'Ukraine méconnaît de façon flagrante le droit international et les principes de la Charte des Nations Unies, en portant atteinte à la sécurité et à la stabilité de l'Europe et du Monde.

Elle inflige, en outre, à la population ukrainienne des souffrances indicibles qui nous renvoient aux heures les plus sombres de notre histoire.

Enfin, Je salue la conclusion d'un accord, sous l'égide des Nations Unies, permettant l'exportation des céréales ukrainiennes par la Mer Noire, et exhorte l'ensemble des parties prenantes à en respecter les termes. La sécurité alimentaire mondiale, déjà précaire, en dépend.

N'oublions pas non plus que les femmes et les enfants restent les premières victimes des pénuries alimentaires, exacerbant le cercle vicieux et intergénérationnel de la pauvreté.

Monaco a fait de cette problématique l'une de ses priorités de coopération et y consacre près d'un tiers de son Aide Publique au Développement. Nous sommes résolument engagés sur le long terme pour lutter contre la malnutrition, soutenir les petits producteurs locaux, les cantines scolaires et développer des filières agricoles durables.

Monsieur le Président,

Les tensions extrêmes qui ne cessent de s'amplifier nécessitent une refonte de notre agenda pour la paix.

A la profonde mutation marquée par la mondialisation s'ensuit désormais la numérisation de nos sociétés. S'il est un domaine où le secteur privé a le leadership c'est bien celui des technologies de l'information et des communications. A cet égard, nous devons concilier le développement de ces technologies avec la protection des droits de l'homme et des données personnelles.

Monsieur le Président,

Le Sommet qui nous a réunis en début de semaine a d'ailleurs démontré que les nouvelles technologies sont à la base de la transformation de l'éducation. Nous devons en faire bon usage pour adapter les systèmes éducatifs au monde d'aujourd'hui et de demain.

Je remercie le Secrétaire Général pour cette initiative qui a vu la participation de nombreux jeunes.

Le cyber espace ne peut devenir un lieu d'affrontement mais doit au contraire constituer une opportunité supplémentaire de coopération.

La prolifération des discours de haine et de la désinformation est intolérable. L'intelligence artificielle doit se mettre au service de l'humain et non manipuler son comportement et sa pensée. Il est grand temps que nous parvenions à fixer des règles communes afin que le cyber espace ne devienne incontrôlable, détruise nos démocraties et nous sépare davantage les uns des autres.

Monsieur le Président,

A la fin du Débat général de cette 77^{ème} session, plus de deux tiers des membres de l'Assemblée générale auront été représentés par leur Chef d'État ou de Gouvernement. Je souhaite y voir l'affirmation du rôle incontournable des Nations Unies, de la Charte et de la diplomatie multilatérale.

Nous devons redoubler d'efforts et restaurer la confiance afin que, comme le proclame le Préambule de la Déclaration Universelle des droits de l'homme : « la reconnaissance de la dignité inhérente à tous les membres de la famille humaine et de leurs droits égaux et inaliénables constitue le fondement de la liberté, de la justice et de la paix dans le monde ».

Un multilatéralisme renforcé et effectif, où la jeunesse et les femmes joueraient un rôle prédominant, est le moyen le plus efficace de faire face aux crises mondiales.

Car les femmes sont des actrices essentielles du changement : l'égalité des genres et l'autonomie économique des femmes sont le fondement d'un monde plus durable. Qu'attendons-nous pour promouvoir leur place dans le leadership mondial ? Monaco entend poursuivre son engagement au sein d'ONU Femmes, et au travers de sa politique de coopération au développement.

Ma délégation entend contribuer pleinement aux travaux de notre Organisation, pour bâtir ensemble un multilatéralisme plus efficient et plus inclusif, œuvrant pour le bien-être de l'humanité et de la planète.

Je vous remercie de votre attention.